

Présidence : Mme Adélaïde **Tschanz**
Secrétaire : Mme Olivia **Sahin-Cajuste**
Scrutatrices : M. Antonio **Todde** et Mme Concetta **Pino**
Huissière : Mme Doris **Manz**

Ordre du jour

1. Appel
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du PV n° 34 – Séance du 24 septembre 2025
4. Communications du Bureau
5. Communications de la Municipalité
6. Rapport préavis n° 07/06.2025 – Adoption du plan d'affectation « Le Motty » et de la modification du plan directeur localisé « Devant-la-Ville »
7. Préavis municipal d'urgence n° 16/11.2025 selon l'article 44 du Règlement communal – Demande d'un crédit de CHF 210'000.- pour le financement des travaux effectués en urgence suite aux fuites d'eau potable dans le Bourg et pour procéder à la réalisation de l'extension du réseau de distribution
8. Traitement du préavis municipal d'urgence n° 16/11.2025 selon l'article 44 du Règlement communal – Demande d'un crédit de CHF 210'000.- pour le financement des travaux effectués en urgence suite aux fuites d'eau potable dans le Bourg et pour procéder à la réalisation de l'extension du réseau de distribution
9. Rapport préavis municipal d'urgence n° 16/11.2025 selon l'article 44 du Règlement communal – Demande d'un crédit de CHF 210'000.- pour le financement des travaux effectués en urgence suite aux fuites d'eau potable dans le Bourg et pour procéder à la réalisation de l'extension du réseau de distribution
10. Préavis n° 15/11.2025 – Budget de la Commune de St-Prex pour l'an 2026
11. Nomination des six délégués du Conseil communal au Conseil intercommunal de l'AIRADT
12. Information de la Commission Climat, Energie, Durabilité
13. Simples questions
14. Contre-appel

Mme Adélaïde **Tschanz**, **Présidente du Conseil**, ouvre la séance à 20h04.

1) Appel

Excusé·e·s : Mme Anna **Bauer**, Mme Barbara **Dellwo**, Mme Simone **Dietschi**, Mme Céline **Farine Roggo**, M. Enrique **Haller**, M. Eric **Janicaud**, M. Alain **Jouffrey**, Mme Marie-Claire **Mamin**, M. Louis-Claude **Pittet**, Mme Sophie **Rouquette Studer**, M. Blaise **Van Poucque**

Absents: M. Christian **Boillat**, M. Guy **Gueritz**

52 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement en accord avec les dispositions de l'article 55 du règlement du Conseil communal. La majorité est établie à 27 voix.

2) Adoption de l'ordre du jour

Vous avez toutes et tous reçu l'ordre du jour avec la convocation dans le délai prévu par notre règlement.

Mme Adélaïde **Tschanz** ouvre la discussion. La parole n'est pas demandée.

La discussion est close, Mme Adélaïde **Tschanz** passe au vote.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

3) Adoption du PV n° 34 de la séance du 24 septembre 2025

Mme Adélaïde **Tschanz** ouvre la discussion.

La parole n'est pas demandée. La discussion est close, Mme Adélaïde **Tschanz** passe au vote.

Le PV n° 34 est accepté à la majorité.

4) Communications du Bureau

- 1) Nous avons appris le décès de Monsieur Jean-Pierre Hennard, papa de notre municipal Anthony Hennard et pour toutes celles et tous ceux qui ont aussi perdu un être proche, je vous prie de vous lever afin d'observer un instant de silence.

Je vous remercie.

- 2) Je vous informe avoir reçu un courrier daté du 23 octobre 2025, émanant de Messieurs Serge Perrin et Marco Mariotti, opposants dans le projet du Motty. Étant donné que cela n'est pas habituel, j'ai pris contact avec la préfecture et la DGAIC à ce sujet, qui m'ont confirmé qu'il convenait de vous la lire au point des communications du bureau. Un exemplaire est à votre disposition auprès de l'huissière pour consultation. Je vous en donne donc lecture¹.

- 3) Pour conclure l'année de manière conviviale, le bureau vous propose un petit repas à l'issue du conseil communal du 10 décembre 2025. Promis, l'ordre du jour ne sera pas conséquent. Afin de pouvoir nous organiser au mieux, vous recevrez prochainement un mail d'inscription de la part d'Olivia. Pour rappel la prochaine séance débutera à 19h00.
-

5) Communications de la Municipalité

Toutes les communications de la Municipalité se trouvent en annexe du présent procès-verbal.

6) Rapports préavis n° 07/06.2025 – Adoption du plan d'affectation « Le Motty » et de la modification du plan directeur localisé « Devant-la-Ville »

La Présidente appelle M. Saïd **Mahlouly** pour la lecture du rapport de la commission *ad hoc*.

Avant d'ouvrir la discussion, la Présidente informe les conseillers que le préavis sera voté de la façon suivante, afin de respecter la procédure :

¹ Le courrier figure en annexe du présent PV

Le vote portera d'abord sur la levée des oppositions.

Le Conseil votera d'abord le point 1, puis le point 2.

Si l'un ou l'autre de ces deux points devait être refusé, les points suivants ne seront pas soumis au vote, et nous passerons à un vote pour que le préavis soit renvoyé à la Municipalité. En effet, si la levée des oppositions est refusée, on ne peut plus accepter le préavis en l'état.

Par contre, si la levée des oppositions est acceptée, un vote en bloc sera effectué sur les points 3 à 7. Ces derniers points étant étroitement liés entre eux, un vote en bloc s'impose.

La Présidente ouvre la discussion sur le rapport.

François **Siegwart**: (*texte intégral*)

"Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Ce soir, nous ne votons pas sur un simple préavis municipal. Non, ce soir nous sommes face à un moment où l'Histoire, avec un grand "H" nous observe. Ce que nous décidons engagera St-Prex bien au-delà de nos mandats, bien au-delà de nos personnes, sur un sujet urbanistique transformationnel dans une zone sensible.

Il y a d'un côté, l'élan du progress, auquel je ne suis nullement opposé, au contraire, car rien n'est plus triste qu'il lieu laisse à l'abandon. Et de l'autre, il y a ces doutes, ces scrupules qui viennent étreindre la conscience: faisons-nous juste? Avons-nous le droit de nous tromper, quand l'avenir de notre patrimoine, de notre identité, est en jeu?

Trois interrogations majeures, que je souhaite adresser à la Municipalité et à la commission, dont je salue ici le travail remarquable, patient et titanique.

Première interrogation: la protection de ce que j'appelle la "couronne" du Bourg.

Cette "couronne" historique, qui occupe le Devant-la-Ville, qui se situe entre la rue/descente de Chauchy et s'étire jusqu'à l'ex-parcelle de feu Dr Genton, bordée au Nord par le Temple, constitue un tout, un ensemble cohérent, précieux, qui raconte l'âme de St-Prex. Et voilà qu'on nous propose d'y ériger des bâtiments aux toits plats. Faut-il vraiment bannir les toitures traditionnelles? Faut-il sacrifier l'harmonie médiévale pour maximiser les volumes bâtis? Mesdames, Messieurs, aimez-vous les "boîtes à chaussures"? Moi, *a priori*, non... ou plutôt peut-être oui, mais pas sur cette parcelle à quelques pas du Temple! Est-ce cela que nous voulons léguer: une rupture architecturale, une dissonance dans le récit du Bourg? Pourquoi ne pas simplement limiter la hauteur des faîtes, plutôt que d'imposer l'artificialité des toits plats? ... qui défie d'une part les lois de la physique et dont l'argumentaire mentionne qu'ils seront de toute façon cachés par l'arborisation.

Deuxième interrogation : la sauvegarde des arbres, de l'arborisation, de ce poumon naturel.

Comment, techniquement, peut-on excaver, creuser, bâtir, sans abattre ces arbres historiques? Comment promettre leur maintien, tout en bouleversant le sol même qui les porte? J'ai des doutes sur les règles de fouille. J'interroge ici la faisabilité réelle, non les intentions affichées. Un recul malheureux d'un trax, un mouvement malheureux d'une pelle mécanique, et voilà un arbre abattu !

Troisième interrogation : la circulation, ses conséquences, son impact sur la vie quotidienne.

On nous parle de maintenir la qualité de vie. Mais comment absorber le flux supplémentaire de véhicules ? L'analyse de mobilité, comme toujours, tend à sous-estimer le trafic effectif. Les rues du Motty, du Taillecou, limitées à 30 km/h, pourront-elles vraiment supporter ce trafic nouveau ? Entre les 48 places de parc, le stationnement de surface, les résidents, clients, fournisseurs, visiteurs, employés ... le trafic va augmenter substantiellement. Les études de mobilité qui ont été réalisées sont-elles réalistes et vraiment fiables, j'ai des doutes. Pouvons-nous garantir que St-Prex ne sera pas victime d'une « asphyxie urbaine » ?

Mesdames, Messieurs, j'ai exprimé mes doutes. Non pour freiner, mais pour comprendre. Non pour m'opposer, mais pour votre en conscience. Rassurez-moi, éclairez-moi, afin que je puisse soutenir ce préavis sans trahir, ni les St-Preyards d'aujourd'hui qui nous font confiance, ni ceux de demain. Car si erreur d'appréciation il devait y avoir, alors ce serait une erreur historique, un manque de clairvoyance. Et peut-être, un jour, les générations futures liront ces procès-verbaux du Conseil communal pour chercher à comprendre : comment une telle décision fut prise ?

Pour terminer, parce que la conscience doit s'exprimer librement, parce que la conviction profonde ne doit souffrir ni de pression, ni de regard, je demande à Madame la Présidente que le vote se fasse à bulletins secrets. Merci aux Conseillères et Conseillers d'appuyer cette demande et merci pour votre attention."

Fabrice **Dessaux**: ce projet découle initialement d'un PQCM initié y a plus de 20 ans et voté en 2007. Les enjeux liés aux zones urbaines ont complètement changé depuis il n'est plus possible aujourd'hui d'autoriser une densification aussi importante sur un site aussi précieux. Il y a un souci de proportionnalité entre le besoin et le droit au développement d'une parcelle privée et les retombées négatives que ce développement engendrera à l'entier de la population. Aujourd'hui, la densification de St-Prex arrivera par le quartier de la gare et par Vetropack, ce qu'on ignorait il y a 18 ans. Je pense à notre qualité de vie, à la préservation de l'eau. C'est une zone S3, tout comme celle dans laquelle je réside et où on ne m'a pas laissé faire un parking sous-terrain. Je regrette que la commission n'ait pas accepté d'entendre le représentant des 147 opposants. Si le modèle économique des appartements-hôtels n'est pas garanti, les constructions elles le seront et le triplement des

surfaces constructibles aussi. Est-ce qu'une convention sur 25 ans est-elle suffisante ? Je ne comprends pas non plus pourquoi la COFIN n'a pas été impliquée dans l'étude de ce préavis. Tout cela donne un projet clairement disproportionné et je pense que nous devons revenir à l'option des 1'500 m². Pour toutes ces raisons je vais refuser ce préavis et j'engage le Conseil communal à faire de même.

Denis Oggiano: (*texte intégral*)

"L'acceptation du PA permettra de construire 4'400 m² de SPD au lieu de 1'500 m² pour de l'habitat. Cette surface additionnelle représente une valeur de plusieurs dizaines de millions si l'on se réfère aux prix de vente actuel.

L'argument de la Municipalité est de considérer la variante « hôtel » du PPA qui permet de construire 5'500 m² de SPD, car le PA soumis au vote prévoit une résidence hôtelière avec des appartements meublés.

La question à se poser est donc de savoir si cet argument est convainquant. De mon point de vue pas totalement à ce stade car il faudrait également tenir compte du fait que les logements seront destinés à des séjours de court, moyen et longue durée. De mon point de vue dès que l'on est au-delà du court séjour, cela ne correspond plus à un hôtel qui est destiné à de la clientèle de passage.

Mes demandes sont les suivantes :

- Expliquer en quoi consiste « la variante hotel » du PPA.
- Développer les arguments de la Municipalité

D'autre part, je souhaite que l'on nous présente les impacts économiques positifs et négatifs pour la commune."

Yves Morand: Je suis partagé sur le projet du PA, mais je remercie la Municipalité pour toutes les restrictions prévues dans la convention signée avec les promoteurs devant notaire ; elles rassurent, notamment en lien avec les nuisances liées à la plage et aux manifestations du Vieux-Moulin et ceci pour 25 ans. Le problème, c'est que dans 25 ans, les autorités politiques ne seront plus les mêmes. Si les constructions para hôtelières venaient à se vendre en appartements PPE, ce qui sera autorisé, il n'y aura alors plus de protection contre les nuisances acoustiques. Comment se prémunir pour éviter de fermer la plage ? Cela devrait être notifié dans les actes de vente. Quels sont les moyens juridiques concrets pour apporter cette garantie aux générations futures ?

Jacques Rochat: les choses changent, elles évoluent. Concernant les arbres, dans les conditions il est prévu que les arbres « tués » doivent être remplacés par des arbres d'au moins 8m de haut. Ils seront donc remplacés. Avant une quinzaine d'année, il ne se passera rien sur le site de la verrière. S'il faut densifier, il faut le faire ici.

Miriam Radermacher Pilloud: quels sont les avantages de ce projet pour les st-preyards ? Que se passe-t-il concrètement si le préavis est refusé ce soir ?

Nicolas Cottier: dans le rapport, il est mentionné qu'une convention et un acte authentique ont été signés. Est-ce que l'acte authentique qui permet l'inscription au Registre foncier a été signé ? la signature de l'acte authentique devant notaire et la seule condition d'exécution de l'acte c'est l'approbation du PA, ou est-ce que vous devrez repasser devant un notaire pour faire le travail une fois que le PA aura été voté ? Il y a des éléments que je n'ai pas retrouvés dans la convention, notamment les frais de réaménagement de la rue du Motty qui devraient être pris en charge par le constructeur. Si on devait refuser le PA, est-ce que les propriétaires fonciers ne pourraient plus que faire un projet de 1'500 m² ou alors remettre l'ouvrage sur le métier avec vous ? Est-ce que l'option de 1'500 m² est possible ou est-ce que les règles cantonales sur la densification signifient que cette règle communale du 1'500 m² n'a pas de valeur légale car le droit cantonal nous dirait que ce qu'on a voté va à l'encontre des règles sur la densification ?

Frédéric Berthoud: j'ai une petite gêne par rapport au processus parce que quelque part pour moi, comme je le ressens, on vote un PA pour un promoteur. Ce soir nous avons une maquette. Cela étant, par rapport à la population, si on vote ce PA et que nous faisons une séance d'information à la population, celle-ci va nous demander pourquoi on a voté un truc pareil. Je ne comprends pas l'ordre de la procédure. A mon sens, il aurait dû y avoir des plans, éventuellement une séance d'information pour que les gens puissent se faire une idée de ce qui pourrait arriver, et ensuite avoir ce PA qu'on voterait en toute connaissance de cause. Vis-à-vis des concitoyens, j'ai de la peine à donner carte blanche à des promoteurs et avoir des mauvaises surprises une fois que cela sera construit.

Pascal Girardet: c'est un préavis très technique et compliqué. La Municipalité et la commission *ad hoc* sont convaincus par ce projet. Mais dans la salle j'ai l'impression qu'il y a des gens ne sont pas d'accord. Je vais être honnête, je n'ai pas tout compris, mais on a une Municipalité avec qui

on travaille depuis longtemps et à qui on n'a presque jamais rien refusé. La commission s'est rencontrée à plusieurs reprises, elle a été au fond du sujet. Je pense qu'on peut leur faire confiance à tous.

Dominique **Dubugnon**: j'habite depuis 10 ans à St-Prex, village fantastique, où je compte vivre jusqu'à la fin de mes jours. L'histoire de St-Prex, 1234, ce sont des éléments qui me parlent. Donc ce projet, personne ne peut dire qu'il l'a compris et qu'en âme et conscience, il votera pour ce projet parce qu'il en est convaincu. Alors oui, il est porté par la Municipalité, la commission a fait sept séances et a beaucoup travaillé, et si j'avais été dans la commission j'aurais été bien embêté de devoir défendre ici un projet que je ne maîtrise pas complètement. Et pour citer un conseiller fédéral, si dans ce cas il est important d'agir avec une grande vitesse, il est surtout nécessaire d'attendre la prochaine législature et la prochaine Municipalité qui sera apte à assumer les conséquences, positives ou négatives, du dossier. Pour moi, ce soir, je voterai non.

Pierre **Enderlin**: je ne suis pas entré dans les détails de ce projet extrêmement complexe. J'ai le sentiment qu'il y a deux volets dans ce projet. D'une part il y a un objet patrimonial qui appartient au domaine privé. Cela a été évoqué par François et pour clore le débat, j'aimerais savoir si dans l'historique de la Municipalité, il a été envisager d'acquérir la parcelle. Si cette solution est impossible, et que par conséquent on ne peut pas envisager d'en faire un domaine public, alors on entre dans le débat concret du préavis qui est posé avec une série de prétentions ou d'injonctions pour espérer amortir le choc patrimonial de la passation d'un espace vert superbe qui relie la Place d'Armes avec le lac – le centre de St-Prex. Si ce n'est pas possible, il faut passer dans la partie opérationnelle, la réalisation et dans ces conditions, à tous les éléments de questions et de détails qui valorisent la négociation avec le promoteur pour que cela se passe dans les meilleures conditions pour St-Prex. Donc on a entendu des remarques, je pense que le débat n'est pas clôt, mais qu'il faut valoriser les oppositions dans le sens « *donner de la valeur à ce qu'on va céder* ». Est-ce qu'un jour il aurait été possible ou est-ce encore possible d'en faire un domaine public ?

Roland **Locher**: Dans les autres positions, on a beaucoup entendu et lu que c'est un parc magnifique, qu'il y aura des problèmes de circulation sur le chemin du Motty, cela se comprend et c'est vrai que ce parc magnifique avec toute sa biodiversité, tout cela venant d'opposants qui ont de magnifiques gazons traités avec plein d'herbicides, d'engrais, etc pour qu'ils soient magnifiques. Donc quelquefois, on trouve des arguments qui vont pour les autres mais pas pour soi. Cela étant, la Municipalité et les services cantonaux se sont dit qu'il faudrait préserver les arbres et la biodiversité. J'ai l'impression que le projet est paradoxal, pour se donner bonne conscience, et que ces constructions pénalisent cette belle région à côté du Bourg. Je suis donc très mitigé et j'aimerais entendre des arguments convaincants.

Véronique **Savioz**: C'est un dossier sensible. Il y a eu une enquête publique ainsi qu'une soirée d'information à la population. Les citoyens qui l'ont voulu ont pu voir la maquette, discuter et questionner la Municipalité, il n'y a donc rien qui pourrait les surprendre. J'ai dit à ce moment-là qu'il s'agit de faire un deuil. Cette parcelle est extraordinaire ; on aurait tous souhaité qu'elle demeure inchangée. Je rappelle que le Dr Genton voulait faire des constructions en bas de la parcelle pour faire un EMS ou quelque chose en lien avec les soins. Aucun de ses enfants n'a souhaité reprendre la parcelle pour y construire une villa en bas et vivre en haut. Ils ont décidé de vendre, ce dont nous avons pris acte. Quand nous avons été approchés, notre périmètre d'action était bien défini : il fallait modifier le tracé du plan d'affectation. Mais déjà la Municipalité de l'époque et toutes les suivantes ont eu dans l'idée qu'il y avait des choses très importantes à préserver. C'était notamment la vie locale des st-preyards, il y a énormément de choses qui se déroulent à la Place d'Armes et on voulait éviter qu'il y ait une construction qui se termine en vente de lots de PPE. Donc une convention qui court le temps d'un plan d'affectation a été privilégiée. Je ne suis pas sûre qu'il soit si facile de faire une convention sur 50 ans. Ce processus a été discuté avec notre avocat-conseil. A un moment donné, la tâche pour nous a été de nous entourer de professionnels compétents, qui connaissent nos intentions politiques, et de s'en remettre à eux. Un notaire a également été impliqué dans le processus. Nous avons voulu protéger au mieux la vie st-preyarde en évitant au maximum qu'il puisse y avoir des appartements et notamment, si vente il y avait, ça ne peut pas être vendu en-dessous de 700m², ce qui représente un des étages des grands blocs. Il y avait des enjeux du côté de la Municipalité pour protéger le lieu qui est beau, il y a la question de la zone S3,

là on ne peut pas faire ce qu'on veut. C'est la raison pour laquelle le parking sous-terrain peut être construit, mais plus haut que ce qui avait été imaginé initialement pour laisser la distance de sécurité entre le parking et le sommet de la nappe phréatique qui est de 2,50m. Une fois que le canton nous dit que c'est sûr pour la nappe phréatique, on dit oui. Par rapport aux arbres, on a demandé une analyse puis réussi à obtenir qu'un soin soit apporté dans la manière de faire les choses. Il me semble que nous avons beaucoup fait pour avoir des garanties. A un moment donné, soit on fait confiance, soit on est dans une attitude défensive. Les bénéfices des st-preyards avec ce projet, il y a tout d'abord une vie qui va reprendre avec le restaurant, quelques chambres d'hôtel, ce qui manque à St-Prex, les st-preyards pourront aller se balader dans ce lieu. On a aussi bien aimé l'idée que ce soit diversifié, en priorité pour les personnes âgées qui souhaitent être dans un lieu tranquille pour se ressourcer. Alors ce n'est pas un lieu de soins, mais on s'est un peu inspirés de ce qui s'est fait à la Gracieuse. Cela nous semblait intéressant sous l'angle sociétal ; de nos jours, il y a des gens qui divorcent et qui ont besoin d'un pied à terre pendant un mois ou deux, des entreprises cherchent aussi pour certains collaborateurs, donc ce projet nous a semblé raisonnable car il peut concerner toute une partie de la population.

Stéphane Porzi: plusieurs interventions ont joué un peu sur l'émotionnel. Je suis comme vous. Je suis né à St-Prex et cette parcelle Genton je la connais bien. J'ai aussi cette affection pour cette parcelle, ce poumon vert. Si vous me donnez les millions nécessaires à son achat, la Municipalité sera la plus heureuse de conserver cette maison de maître et cet immense poumon avec rien dessus. Mais ce n'est pas possible. Ce projet nous a semblé le meilleur pour les citoyens car il y a quand même un accès. Le jour où on fait un plan d'affectation avec les 1'500m² proposés par Fabrice, les problèmes avec la PPE on les aura tout de suite, et non dans 25 ans, parce que la convention signée ne sera plus d'actualité. En cas de refus de ce plan d'affectation, on sera obligés de gérer ce PA dans notre PACOM qui viendra l'année prochaine. Les avantages, Véronique en a parlé. Cela va créer des emplois, sous l'angle touristique aussi. C'est le promoteur qui a fait la Gracieuse, et beaucoup louent leurs services. Cette société est implantée dans la région, cela fait 60 ans que cette famille fait de l'immobilier et des soins, on était rassurés par la personne. Si c'est une PPE, plus personne n'y mettra les pieds. S'agissant de l'acte notarié, il entre en force au moment où le PA est voté. Il n'y a pas besoin de repasser chez le notaire. Et si le PA ne passe pas, ce n'est pas qu'on pourra mettre les 1'500m², on va devoir faire autre chose. On va devoir refaire le travail et je pense que la prochaine Municipalité le fera dans le cadre du PACOM. Vetropack, à l'heure actuelle les négociations sont pour de l'industriel, il n'est prévu aucun logement. On ne peut pas en tenir compte pour l'instant.

Véronique Savioz: dans la maison de maître, il y aura 4 chambres d'hôtel. Ensuite, les appartements meublés sont assimilables à un hôtel, mais elles sont plus grandes et il y a une cuisine et des meubles.

Nicolas Cottier: Je ne suis pas à l'aise parce que vous avez énormément travaillé, le promoteur aussi, tout comme la commission qui a fait un boulot extraordinaire. Ce n'est pas une remise en question de la qualité du travail, ce sont les tripes qui parlent. C'est une parcelle structurante. Je m'imaginais rentrer dans mon St-Prex et voir ça. Le projet en tant que tel fait du sens, mais c'est de le poser là, à 100m de l'Horloge. C'est pour ça que je posais la question des 1'500m². Si on votait non au PA, moi j'ai compris qu'on retombait à la case départ, mais que la Municipalité avait toujours la possibilité de revenir sur l'option 1 des 1'500m². Parce que c'est dans le PA actuel, mais j'ai compris que c'était deux options et que la Municipalité pouvait choisir. Mais c'est risqué car si on ne peut pas revenir sur l'option des 1'500m², on se retrouverait à 5'500m², ce qui est prévu dans le PA actuel, c'est pire puisqu'on a 4'900m² avec des concessions faites par le promoteur.

Lauren Wasen, Cheffe du SUI: si le PA qui est soumis à votre vote ce soir n'obtient pas suffisamment de voix pour passer, on revient à la case départ. C'est-à-dire que le PDL dit deux variantes, est-ce qu'il faut de l'hôtellerie ou du logement ? Dans les deux cas, il faut faire un plan de quartier de compétence municipale. Cet acte de planification n'existe plus dans la loi, donc il faudra de toutes façons refaire un plan d'affectation pour faire soit de l'hôtellerie, soit du logement, dans des proportions de mètres carrés qui seront peut-être aussi différentes parce que de toutes façons, dans cette réflexion-là, il faudra prendre en compte les mesures émises par le plan directeur cantonal. Donc il y aura bel et bien des notions de densification et de protection du patrimoine qui

reviendront sur le tapis. Les contraintes liées à la particularité de ce site devront également être à nouveau étudiées dans le cadre d'un PA ou alors comme l'a dit le Syndic, dans le cadre du plan d'affectation cantonal (PACOM). La question du nouvellement affecté en zone à bâtir se posera. On ne pourra très certainement pas rester aussi bas que les 1'500m².

Denis **Oggiano**: on parle d'attirer des habitants. Une résidence hôtelière pour du court ou du moyen terme, est-ce que ce sont des habitants ? A partir de quel moment ça devient un habitant ?

Lauren **Wasen**: l'État de Vaud utilise un critère quantitatif en habitant-emploi. C'est une densité par tête de pipe du moment que vous êtes dans le centre. Le coefficient utilisé habituellement c'est 50m² par habitant-emploi. Alors c'est clair que ce n'est pas la moyenne à St-Prex, mais c'est la moyenne cantonale sur laquelle on envisage la chose. Alors là oui le PA dit parahôtellerie, mais il dit avant une zone mixte. L'hôtellerie est une forme de zone mixte parce qu'il y a des emplois et il y a des gens qui logent. D'où cette notion.

Fabrice **Dessaux**: Je ne comprends pas cette argumentation, parce qu'en fait ça veut dire que quoi qu'il se passe, qui que ce soit qui devient propriétaire de cette parcelle va forcément devoir densifier. Si un milliardaire achète et veut juste garder la propriété telle qu'elle est, le canton l'en empêchera, ça veut dire cela ? Parce que si c'est le cas, ça ne sert à rien qu'on discute. Je ne comprends pas l'enjeu s'il n'y a pas de possibilité de faire 4'000m².

Lauren **Wasen**: tout ce que je viens d'évoquer, ce sont les critères théoriques du plan directeur cantonal qui sont appliqués par le Département. Bien évidemment, ces choses sont adaptées au contexte du lieu autour duquel on travaille. Et cette notion de densité, c'est un calcul qui s'applique tout le long, mais le contexte qui a été travaillé par Giovanni dans le cadre de ce plan d'affectation, il le sera également dans le cas d'une prochaine copie. Toutes les contraintes qu'on a développées ce soir (nappe phréatique, contexte patrimonial) font que de toutes façons ce lieu fera l'objet de nouvelles études et que ces contraintes demeureront toujours. On peut aussi imaginer un mécène qui acquiert la parcelle, qui va au bout d'un acte de planification pour avoir quelque chose de relativement dense, et qui finalement n'exécute pas l'entier des droits à bâtir. Ça n'arrive pas souvent, mais on pourrait l'imaginer. Comme cela a été évoqué plus tôt, c'est une parcelle privée et le propriétaire conserve une marge de manœuvre.

Philipp **Langer**: le canton de Vaud a décidé d'implémenter la LAT fédérale à sa manière, cela ne fait pas du tout sens à St-Prex. Il faut un peu de cohérence. Au-delà des choses cantonales qui viennent et qui vont partir à coup sûr, ça ne tient déjà pas la route maintenant donc il y a une densification au centre à côté du Bourg qui est une autre zone où il faudrait densifier. Je suis pour le progrès, je trouverais bien qu'il y ait quelque chose sur ces parcelles, mais pas cette densité avec des toits plats. On ne décide pas du projet final, mais du plan de zone. Mais un plan de zone qui obligerait à faire ainsi, avec une obligation de toiture plate, c'est le mauvais choix.

Roland **Locher**: j'ai été médisant quand j'ai accusé les opposants de traiter leur gazon à l'herbicide ; je viens de recevoir l'information que ce n'est pas vrai. Excusez-moi. Si par hasard on votait oui à ce projet, je pense qu'il faudrait faire la réflexion de réaménager la rue du Motty et de la faire en même temps. On a parlé d'un droit de passage en-dessus, au nord de la parcelle pour la mobilité douce. Pour moi, il ne sert à rien ce truc. Mais au moins faire les choses comme il faut le long de la rue du Motty.

Nicolas **Cottier**: dans la convention, le droit de tolérer du bruit n'est pas dans la liste des choses à inscrire au Registre foncier. Et s'il tombe après 20 ans, j'espère tout de même qu'on pourra s'en prévaloir malgré tout. J'ai un peu le même sentiment qu'avec la piscine. J'étais dans la commission et on était tous d'accord, et aujourd'hui certains d'entre nous se demandent pourquoi on était d'accord.

Stéphane **Porzi**: on vous amène ce projet parce qu'on est convaincus. On pense que c'est le bon projet pour St-Prex. J'ai aussi un doute. Nous avons fait notre travail au plus près de notre confiance, en s'entourant de personnes capables. On s'est assez blindés au niveau des restrictions. Pour l'histoire, lors de la signature chez le notaire, celui-ci a demandé au promoteur s'il était sûr de vouloir signer une convention aussi restrictive. La Municipalité a l'impression d'avoir fait le tour du sujet. Maintenant c'est à vous de décider pour l'avenir de St-Prex.

Andreas **Rogenmoser**: la commission a décidé, après une vive première séance, de se donner une mission technocratique, de couvrir les aspects réglementaires, techniques, formels de ce préavis

du Motty. Le débat de cœur, où et comment le village doit se développer, nous ne l'avons pas fait au sein de la commission. Nous pensions que ce débat devait avoir lieu ce soir. Donc que chacun vote avec le cœur ou la compréhension sur les aspects techniques de ce projet soumis au vote. Que chacun fasse confiance à son opinion et vote avec son cœur, ou sur les aspects techniques. Dire que la commission n'a pas compris le truc c'est presque une insulte. Critiquer la Municipalité c'est facile aussi. C'est facile de critiquer, pas de faire mieux. La Municipalité a fait le nécessaire pour que les garanties contractuelles correspondent à ce qui est écrit dans le préavis. Faire plus vite et mieux que ce que la Municipalité a fait ces derniers jours, ce n'est pas possible. Nous devons nous poser la question : où voulons-nous densifier ? J'invite chacun à se poser cette question et à se positionner sur cette base. Je suis en faveur du vote par bulletin secret.

Marc **Hauswirth**: pour moi, il faut aussi qu'on prenne un petit peu de hauteur. Aujourd'hui on a un projet qui s'intègre dans l'esthétique générale et c'est aussi sur cela que nous devons voter. Est-ce que c'est cette vision-là que nous voulons ou une autre ?

La parole n'étant plus demandée, la Présidente clôt la discussion et passe au vote pour un vote à bulletin secret demandé.

Avis favorables: 45

Avis contraires: 6

Abstentions: 0

Le vote par bulletin secret est accepté à la majorité.

La Présidente passe au vote dans l'ordre abordé précédemment, c'est à dire :

- D'abord vote sur le point 1, puis le point 2.
- (Si l'un ou l'autre de ces deux points devait être refusé, les points suivants ne seront pas soumis au vote, et nous passerons au vote pour que le préavis soit renvoyé à la Municipalité).
- Ensuite, si la levée des oppositions est acceptée, un vote en bloc sera effectué sur les points 3 à 7.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le préavis municipal ;
- entendu le rapport de la commission chargée de l'étudier ;
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour ;

DECIDE

1. d'adopter les réponses de la Municipalité et de lever les oppositions formulées à l'encontre du plan d'affectation « Le Motty » et de son règlement, soumis à l'enquête publique du 2 novembre au 1^{er} décembre 2022 ;

- Avis favorables 15
- Avis contraire 34
- Abstentions 2 (et 1 nul)

Le point 1 est refusé à la majorité.

Le point 1 étant refusé, la Présidente passe au vote sur le renvoi du préavis n° 07/06.2025 à la Municipalité.

Les conseillères et conseillers qui acceptent le renvoi du préavis n° 07/06.2025 à la municipalité sont priés de la manifester en levant la main.

- Avis favorables 47
- Avis contraire 0
- Abstentions 4

Le préavis n° 07/06.25 est renvoyé à la Municipalité à la majorité.

7) Préavis municipal d'urgence n° 16/11.2025 selon l'article 44 du Règlement communal – Demande d'un crédit de CHF 210'000.- pour le financement des travaux effectués en urgence suite aux fuites d'eau potable dans le Bourg et pour procéder à la réalisation de l'extension du réseau de distribution

Vous avez toutes et tous reçu ce préavis par voie électronique.

8) Traitement du préavis municipal d'urgence n° 16/11.2025 selon l'article 44 du Règlement communal – Demande d'un crédit de CHF 210'000.- pour le financement des travaux effectués en urgence suite aux fuites d'eau potable dans le Bourg et pour procéder à la réalisation de l'extension du réseau de distribution

Ce préavis a été directement transmis à la commission *ad hoc*, composée de :

Yves **Chevillat**

Suppléants :

Alexandre **Buvelot**

Marie-France **Chautems**

Jacques **Rochat**

Jérôme **Courtais**

Yves **Morand**

Marc-Antoine **Siegwart**

La Présidente les remercie d'avoir répondu présent malgré le court délai et une période de vacances. Elle ouvre la discussion.

La parole n'étant pas demandée, la Présidente clôt la discussion et passe au vote sur le traitement d'urgence.

Les conseillères et conseillers qui acceptent le traitement d'urgence du préavis no 16/11.2025 sont priés de le manifester en levant la main.

Le traitement d'urgence du préavis 16/11.2025 est accepté à l'unanimité.

9) Rapport préavis municipal d'urgence n° 16/11.2025 selon l'article 44 du Règlement communal – Demande d'un crédit de CHF 210'000.- pour le financement des travaux effectués en urgence suite aux fuites d'eau potable dans le Bourg et pour procéder à la réalisation de l'extension du réseau de distribution

La Présidente appelle M. Yves **Chevillat** pour la lecture du rapport de la commission *ad hoc*.

La Présidente appelle M. Nicolas **Cottier** pour la lecture du rapport de la commission des finances.

La Présidente ouvre la discussion.

Roland **Locher** : l'amortissement est marqué dans le préavis, mais pas dans les conclusions, est-ce que c'est voulu.

Anthony **Hennard** : désormais les amortissements ne figurent plus dans les conclusions, selon les instructions du canton.

La parole n'étant plus demandée, la Présidente clôt la discussion et procède au vote sur les conclusions du préavis, dont elle donne lecture.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le préavis municipal ;
- entendu les rapports des commissions chargées de l'étudier ;
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour ;

DECIDE

1. d'autoriser rétroactivement les travaux effectués en urgence, suite aux fuites d'eau potable dans le Bourg ;
2. d'autoriser la Municipalité à procéder à l'extension du réseau de distribution dans le Bourg ;
3. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de CHF 210'000.- ;
4. d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes ou par emprunt.

Le préavis municipal d'urgence n° 16/11.2025 est accepté à l'unanimité.

10) Préavis n° 15/11.2025 – Budget de la commune de St-Prex pour l'an 2026

Ce préavis est transmis directement à la commission des finances

11) Nomination des six délégués du Conseil communal au Conseil intercommunal de l'AI-RADT

Sollicités, les groupes ont proposés les cinq noms suivants :

Sylvie **Perreten**

Marc **Hauswirth**

Jean-François **Chavannes**

Pierre **Enderlin**

Natacha **Bruchez**

Il manque encore un candidat. La Présidente attend vos propositions afin de compléter ce Conseil intercommunal ? Adriane **Sennwald** se propose.

Pour résumer, les six candidats sont :

Sylvie **Perreten**

Marc **Hauswirth**

Jean-François **Chavannes**

Pierre **Enderlin**

Natacha **Bruchez**

Adriane **Sennwald**

Les six membres sont élus par acclamation.

12) Information de la Commission Climat, Energie, Durabilité

La Présidente donne la parole à Yves **Chevillat**.

13) Simples questions

Natacha **Bruchez** : j'ai été interpellée par plusieurs habitants qui me questionnent sur la déchetterie et surtout à quel moment reviendra le troc ou la ressourcerie.

Anouck **Gäumann** : le 15 novembre prochain, nous allons communiquer sur ce sujet, mais nous ne voulons pas nous tromper. Le local est prêt, mais certains aspects méritent réflexion donc il y aura un retour en 2026.

Thereza **Soares Hungria** : j'ai reçu un commentaire d'une personne âgée qui aime bien les bistrots. Elle a des difficultés à se déplacer et a remarqué que les escaliers qui mènent au Basuges sont un peu difficiles d'accès pour elle car les marches sont petites. Je vous le dis au cas où une solution pourrait être envisagée.

La parole n'est plus demandée. La Présidente clôt la discussion.

14) Contre-appel.

La séance est levée à 23h00.

La Présidente
Adélaïde Tschanz

La Secrétaire
Olivia Sahin-Cajuste

Commune de St Prex
Chemin du Penguey 1A
1162 St Prex
Attn : Mme Tschanz
Présidente du Conseil Communal

St Prex, le 23 Octobre 2025

Chère Madame la Présidente du conseil communal,

Nous nous référons au projet Genton /Nordwood et aux diverses oppositions soulevées demandant une révision en profondeur du projet.

En tant que citoyens de St Prex, nous avons demandé à être entendus par la commission du conseil communal chargée d'analyser ce dossier pour expliquer les aspects de l'opposition. Devant son refus, nous nous sommes permis d'écrire une lettre à cette même commission mais nous avons appris que, à notre surprise, même notre lettre a été refusée, bien que notre démarche soit tout à fait légale.

Nos oppositions sont nées d'un attachement profond à notre village et à son patrimoine unique. Elles ont déjà été signées par plus de 150 personnes. Beaucoup d'autres partagent ces préoccupations mais hésitent à s'exprimer publiquement, par souci de préserver la cohésion de la grande famille qu'est Saint-Prex. Ils nous ont demandé de relayer leur voix. Nous sommes également convaincus que si tous les habitants étaient pleinement informés des réelles conséquences de ce projet, le soutien en faveur d'une révision serait encore plus large.

Comme expliqué dans notre courrier à la Commission, nous ne contestons pas l'idée qu'un projet immobilier puisse voir le jour. Mais le projet présenté soulève de sérieuses préoccupations :

- **Une incohérence avec les principes appliqués aux habitants** : tout ce qui est exigé à nos concitoyens autour et dans le bourg (protection de la nature, de l'esthétique, des toits, de la nappe phréatique, de la zone archéologique, du trafic, de la sécurité routière, les nuisances) est permis pour ce projet disproportionné.
- **Un projet démesuré fondé sur une soi-disant vocation hôtelière** : le projet d'un hôtel de seulement quatre chambres ne peut qu'être un escamotage visant à tripler la surface constructible, de 1'500 m² à 4'500 m², en s'appuyant sur une clause « hôtelière » spécifique du PPA. Cela permettrait au promoteur de construire quarante appartements sur la parcelle, en plus de l'hôtel.
- **Une densification obsolète et mal appliquée** : Le PPA de 2007 ne reflète plus les réalités actuelles. À l'époque, densification signifiait détruire et construire plus. Aujourd'hui, elle rime avec amélioration, adaptation intelligente, durabilité et respect de l'environnement bâti et naturel. Partout en Suisse Romande, dans notre canton et dans les communes voisines, des projets trop massifs sont maintenant refusés parce qu'ils ne correspondent plus à la vision du développement durable. Pourquoi Saint-Prex accepterait-elle ce que d'autres communes rejettent désormais ?



- **Attendre la révision du Pacom, des zones à bâtir et des plans d'affectation** : les récents tristes événements de la verrerie auront sûrement un impact sur la réflexion d'ensemble de la commune, pour redéfinir le Pacom de St Prex, les zones à bâtir et le plan d'affectation. Il serait peut-être judicieux d'attendre cette révision avant de se prononcer sur un projet aussi impactant pour St Prex
- **Une analyse des retombées économiques pour la commune**
Il serait souhaitable d'analyser si ce projet, fondé sur la location à court terme par des non-résidents, constitue réellement le modèle le plus approprié pour maximiser les recettes communales et servir durablement les intérêts financiers de la commune.
- **Supplémentaire des charges administratives supplémentaires pour la commune**
Nous espérons qu'une évaluation a été menée concernant la charge administrative supplémentaire que représenterait, pour la commune, la gestion courante d'un tel ensemble, avec le flux constant de clients temporaires issus des quarante appartements.
- **Une atteinte à la nature et au patrimoine** : ce terrain constitue un des derniers poumons verts avec ses arbres centenaires et son jardin remarquable à l'entrée du bourg, sans oublier la zone archéologique. Depuis le PPA de 2007 et surtout ces dernières années, la législation fédérale et cantonale (ISOS, ICOMOS, LPR PNP), a fortement évolué pour mieux protéger ce site.
- **Une architecture incompatible avec le caractère du bourg médiéval** : des volumes modernes, imposants, cubiques, des barres d'immeubles n'ont pas leur place à l'entrée de Saint-Prex et devant sa plage et mettraient en péril l'image, le cachet, l'harmonie de notre village.

Nous sommes convaincus qu'une révision du projet est possible et qu'elle pourrait satisfaire à la fois les intérêts du promoteur et ceux de la commune. Un projet plus modéré, mieux intégré et respectueux de l'identité de Saint-Prex permettrait de valoriser ce site exceptionnel et répondre aux attentes légitimes des habitants. Certains projets, par leur impact irréversible, ne peuvent être traités comme les autres et personne ne veut que St Prex soit dénaturée.

Nous sommes conscients que cette démarche représente un effort supplémentaire et nous regrettons sincèrement de contribuer à alourdir le travail de la commune et du conseil. Mais nous sommes convaincus que cette réflexion en vaut la peine. Notre responsabilité commune est de protéger Saint-Prex pour les générations futures, comme l'ont fait avant nous les Saint-Preyards qui nous ont transmis un bourg préservé, reconnu et admiré bien au-delà de nos frontières. Préserver aujourd'hui l'équilibre et le caractère de Saint-Prex, c'est renforcer la confiance entre habitants, autorités et institutions, et sauvegarder un patrimoine qui fait partie intégrante de l'identité et de l'attractivité de notre village.

Nous espérons que vous comprendrez la sincérité de notre démarche et que vous saurez, dans vos rôles clés, soutenir la demande d'une révision. Nous restons bien entendu à votre disposition pour toute discussion ou rencontre à ce sujet.

Serge Perrin



Marco Mariotti



**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 novembre 2025**

Communication n° 39/11.2025

Objet: Plan canicule – bilan 2025

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

L'État de Vaud dispose d'un plan canicule visant à protéger la santé de la population face aux vagues de chaleur, à limiter la surcharge du système sanitaire et à coordonner les différents acteurs intervenant dans ce type de situation.

Une canicule est la manifestation la plus intense d'une vague de chaleur et peut entraîner des conséquences graves pour la santé, y compris le décès, en particulier chez les personnes vulnérables. Elle se caractérise par des températures élevées, tant de jour que de nuit, pendant au moins trois jours consécutifs.

Entre le 1^{er} juin et le 15 septembre 2025, le médecin cantonal a surveillé quotidiennement les indicateurs météorologiques et a déclenché le plan canicule à deux reprises cette année.

La Municipalité accorde une attention particulière aux habitants âgés de 75 ans et plus, soit 487 personnes. Le Secrétariat municipal a pris en charge cette démarche en adressant un courrier personnalisé aux personnes ne bénéficiant pas déjà d'un suivi par le CMS ou l'Entraide familiale, afin de leur proposer un accompagnement et une assistance. 25 réponses positives ont été reçues. Une page dédiée a également été créée sur le site Internet communal afin de fournir des informations complémentaires à ce sujet.

En période de fortes chaleurs, ces personnes sont contactées ou visitées par les assistants de sécurité publique (PRM). Bilan 2025 :

- Nombre d'appels téléphoniques effectués : 43
- Nombre de visites effectuées : 49

Le retour de la majorité des bénéficiaires a été très positif. De nombreuses personnes âgées ont exprimé leur gratitude pour le soutien apporté.

La Municipalité

Saint-Prex, le 5 novembre 2025/vv – 101.02.03

Pour tout renseignement, s'adresser à M. Anthony Hennard, vice-syndic, au 079 458 79 41

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 novembre 2025**

Communication n° 40/11.2025

Objet: présence de 1,2,4-triazole dans l'eau potable

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

L'office de la consommation a, dès 2025, implémenté de nouvelles substances dans son programme d'analyses des micropolluants dans l'eau potable, dont le 1,2,4-triazole compte tenu de sa catégorisation en métabolite pertinent, au vu de sa reprotoxicité probable.

Le 1,2,4-triazole a été observé dans les réseaux de distribution d'eau potable vaudois approvisionnés par l'eau du lac Léman, à une teneur moyenne de 0.7 µg/L. Ce composant a également été retrouvé dans notre réseau d'eau potable, à une teneur moyenne de 0.339 µg/L.

Aucune concentration semblable n'a été observée dans les réseaux de distribution dont la qualité de l'eau potable est généralement influencée par l'activité agricole. L'agriculture n'est donc pas responsable de cette contamination de l'eau potable. En effet, les différentes investigations menées par le canton du Valais ont permis d'attribuer la source de cette pollution aux rejets dans le Rhône du site chimique de Monthey.

Le Swiss Centre for Applied Human Toxicology (SCAHT), a remis son évaluation scientifique relative à la présence de 1,2,4-triazole dans l'eau potable issue du Léman. Cette analyse confirme les informations communiquées par les Services de la consommation et affaires vétérinaires des cantons de Genève, Valais et Vaud le 26 septembre dernier. Il est ainsi attesté qu'aux concentrations mesurées dans les réseaux d'eau potable, cette substance ne présente pas de risque pour la santé humaine ou animale.

Selon ce rapport, même en prenant en compte un scénario d'exposition très défavorable avec une concentration de 1,5 µg/L, l'exposition serait environ 460 fois inférieure à la valeur limite de sécurité pour l'être humain. Autrement dit, un adulte devrait consommer quotidiennement l'équivalent de plus 900 litres d'eau par jour pour atteindre le seuil théorique à partir duquel un effet néfaste ne pourrait plus être exclu.

Le SCAHT conclut, qu'en l'état actuel des connaissances scientifiques, l'exposition par l'eau potable au 1,2,4-triazole, à une concentration maximale de 1,5 µg/L, est négligeable et n'entraîne pas de risque pour la santé.

Le rapport précise que les valeurs limites sont établies pour toute la population, en incluant les enfants, les femmes enceintes et les personnes vulnérables, sur la base d'une consommation de 2 litres d'eau potable par jour durant l'entièreté de sa vie.

Compte tenu de ces résultats, le SCAHT indique qu'il n'existe pas, d'un point de vue toxicologique, de nécessité d'engager des mesures réglementaires lourdes ou urgentes visant à abaisser les limites d'exposition au 1,2,4-triazole dans l'eau potable. Le SCAHT recommande néanmoins de maintenir le suivi régulier des concentrations dans les réseaux d'eau et de poursuivre les investigations techniques permettant de réduire progressivement ces valeurs dans une logique d'amélioration continue du traitement des eaux.

Des informations actualisées sont disponibles sur les sites internet des services cantonaux et les autorités tiendront la population informée de l'évolution de la situation de manière régulière.

La Municipalité

Saint-Prex, le 5 novembre 2025/AG – 101.02.03

Pour tout renseignement, s'adresser à M. Porzi, Syndic, au 079 740 40 75

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 novembre 2025**

Communication n° 41/11.2025

Objet: inauguration CTC et label VILLEVERTE

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Municipalité a le plaisir de convier l'ensemble de la population le samedi 15 novembre prochain dès 10h00 pour célébrer l'inauguration du nouveau Centre technique communal (CTC), qui regroupe le Service de l'environnement et des espaces publics (SEEP), le Service des eaux (SEaux) ainsi que la déchèterie.

Cette journée sera également l'occasion de marquer un autre moment fort pour notre commune : la labellisation « Villeverte » de Saint-Prex. En effet, le 4 novembre, nous avons eu la joie d'apprendre cette excellente nouvelle, à la suite de l'audit mené le 8 septembre dernier.

La partie officielle débutera à 10h30, en présence de Monsieur Cédric Pelletier, membre du comité de l'Union Suisse des Services des Parcs et Promenades (USSP), qui remettra officiellement à la commune le label Villeverte. Pour rappel, ce label distingue les communes engagées dans une gestion durable de leurs espaces verts et œuvrant activement pour favoriser la biodiversité en milieu urbain.

La cérémonie sera suivie d'une visite guidée du nouveau centre et d'animations sur le tri des déchets. La matinée se conclura par un moment convivial, autour d'un apéritif et d'une raclette offerts à la population.

Nous espérons que vous serez nombreuses et nombreux à répondre à cette invitation et à venir partager avec nous ce moment symbolique.

La Municipalité

Saint-Prex, le 05.11.2025/AG – 101.02.03

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Anouk Gäumann, municipale, au 079 229 29 72

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 novembre 2025**

Communication n° 42/11.2025

Objet: assemblée de commune

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Le corps électoral est convié le jeudi 4 décembre à 19h30 dans la salle de spectacles du Centre culturel et sportif du Vieux-Moulin à une assemblée préparatoire en vue des élections communales du printemps 2026.

A cette occasion, la Municipalité présentera son bilan de la législature actuelle.

La parole sera donnée aux partis qui souhaitent déposer une liste pour la législature 2026-2031.

Un apéritif sera servi aux participants à l'issue de la partie officielle.

Nous vous invitons toutes et tous à participer à cette séance et à faire, le cas échéant, acte de candidature pour la prochaine législature.

La Municipalité

Saint-Prex, le 05.11.2025/AG – 101.02.03

Pour tout renseignement, s'adresser à M. Stéphane Porzi, Syndic, au 079 740 40 75

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 novembre 2025**

Communication n° 43/11.2025

Objet: modernisation de la gare

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous avons appris, par le communiqué de presse des CFF, que les travaux de modernisation de la gare de Saint-Prex sont mis à l'enquête publique du 29 octobre au 27 novembre 2025.

Les travaux ont pour but de rehausser les quais, de modifier la rampe d'accès au quai 1 et d'en créer une nouvelle sur le quai central. Un ascenseur sera également ajouté à l'accès nord-ouest de la gare. Ces travaux permettront d'assurer un accès facilité aux quais et aux trains aux personnes à mobilité réduite ou aux personnes avec poussette ou valises.

Des travaux complémentaires d'entretien et de renouvellement des voies sont également prévus durant le chantier.

Les travaux devraient débuter en février 2027, sous réserve de l'obtention de l'autorisation de construire. Ils devraient se terminer à la fin de l'année 2029.

La gare sera toujours desservie durant le chantier.

Les CFF convient la population saint-preyarde à une séance d'information le mardi 11 novembre à 17h30 au Centre culturel et sportif du Vieux-Moulin, salle Mermet III.

Les plans peuvent être consultés au Service de l'urbanisme et des infrastructures, durant les heures d'ouverture des bureaux, jusqu'à la fin de l'enquête publique.

La Municipalité

Saint-Prex, le 5 novembre 2025/AG – 101.02.03

Pour tout renseignement, s'adresser à M. Porzi, Syndic, au 079 740 40 75

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 novembre 2025**

Communication n° 44/11.2025

Objet: centre culturel et sportif du Vieux-Moulin (CCVM)

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Le Centre sportif et culturel du Vieux-Moulin est à nouveau opérationnel. La première phase a été achevée le 4 octobre 2025. À ce jour, tous les budgets et montants validés dans le cadre des deux préavis sont respectés. Les délais ont été tenus.

Quelques travaux de réglages et de finitions restent cependant à réaliser d'ici à la mi-novembre 2025. Concernant les équipements de sécurité, deux nouvelles portes extérieures d'évacuation ont été installées. Les retouches et finitions de ces zones sont commandées. Le responsable ECA feu a réceptionné les lieux et l'attestation de conformité est en cours d'établissement. Pour rappel, cet élément de sécurité avait engendré une discussion complexe avec l'ECA.

Du côté des installations techniques, plusieurs interventions se poursuivent : la finalisation du système de chauffage et du producteur de chaleur, incluant le remplacement de pompes de circulation non prévu initialement, la mise en service et la programmation des nouveaux tableaux Siemens, ainsi que les réglages des installations de chauffage, de ventilation et d'eau chaude sanitaire. Des tests de ventilation de la salle de spectacles, réalisés à l'aide de fumigènes doivent encore être effectués. Les séances de réception et d'instruction des nouveaux équipements techniques sont en cours de planification.

La deuxième phase des travaux est projetée pour 2026. Une fermeture complète du centre sera nécessaire entre le 8 juin et le 22 juillet 2026. Cette période permettra le remplacement des vitrages de la verrière centrale sur toiture plate, ainsi que celui de sa structure métallique, afin d'assurer une mise en œuvre durable et conforme. Ces travaux impliqueront la mise en place d'échafaudages de sécurité sous la verrière et en façade, et mobiliseront les différents corps de métier concernés : serruriers, vitriers, étancheurs et électriciens. Cette fermeture sera également mise à profit pour le remplacement des équipements de levage de la scène et de la salle de spectacles.

Les nouvelles installations d'éclairage feront l'objet d'un remplacement des luminaires dans les salles de conférences, les combles, les WC et les vestiaires d'ici à la fin de l'année 2026. Par ailleurs, une nouvelle signalétique intérieure est en cours de commande et sera installée au début de l'année 2026.

D'autres interventions sont prévues avant cette fermeture estivale. En mars 2026, les plantations situées devant le perron d'entrée côté lac seront refaites et les arbres des talus du même côté seront abattus. Durant les vacances de Pâques, selon les conditions météorologiques, sera réalisée la réfection en résine des marches et du perron d'entrée côté lac, ainsi que celle des banquettes à l'entrée Jura. À la même période, les luminaires de la salle de spectacles seront remplacés, tandis que les sources lumineuses au plafond de la salle de gym seront changées pendant les vacances des relâches ou de Pâques.

La Municipalité exprime sa satisfaction d'avoir pu respecter les délais et les budgets fixés, malgré la complexité du chantier et les nombreuses adaptations qu'il a nécessitées. Elle se réjouit de la collaboration efficace entre les mandataires, les entreprises et les services communaux, qui ont tous contribué à la bonne marche du chantier et les remercie chaleureusement pour leur implication, leur disponibilité et leur esprit de collaboration.

Elle espère pouvoir achever l'ensemble des travaux dans le même climat constructif et respectueux qui a prévalu tout au long de cette importante opération.

La Municipalité

Saint-Prex, le 5 novembre 2025/AG – 101.02.03

Pour tout renseignement, s'adresser à M. Jan von Overbeck, au 079 771 89 55